



CHAPITRE 18

CHAPTER 18

Loi concernant la Loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements

An Act respecting the Act to ensure for the Province the revenues necessitated by its development

[Sanctionnée le 5 mars 1954]

[Assented to, the 5th of March, 1954]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Interprétation

Interpretation

Définitions:
"contribuable";

1. Dans la présente loi,
a) "contribuable" comprend toute personne, tenue ou non de payer l'impôt, et désigne une personne, une corporation, une compagnie et une société;

"cour";

b) "cour" désigne la Cour de magistrat siégeant au chef-lieu du district concerné;

"loi";

c) "loi" désigne la Loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements, adoptée à la présente session;

"ministre";

d) "ministre" désigne le ministre des finances de la province;

"opposition";

e) "opposition" désigne une opposition à une cotisation faite en vertu de la Loi assurant à la province les revenus nécessités par ses développements;

"Tribunal d'appel";

f) "Tribunal d'appel" désigne le Tribunal d'appel de l'impôt provincial sur le revenu, institué en vertu de l'article 8 de la présente loi.

Definitions:
"taxpayer";

1. In this act,
a. "taxpayer" includes any person, liable or not for payment of the tax, and means a person, corporation, company or partnership;

b. "court" means the Magistrate's "court"; Court sitting at the chief place of the district concerned;

c. "act" means the Act to ensure for the Province the revenues necessitated by its development, adopted at the present session;

d. "minister" means the Minister of Finance of the Province;

e. "objection" means an objection to an assessment made under the Act to ensure for the Province the revenues necessitated by its development;

f. "Appeal Court" means the Provincial Income Tax Appeal Court constituted under section 8 of this act.

"Appeal Court".

SECTION I

DIVISION I

RECOURS DEVANT LA COUR DE MAGISTRAT

APPEAL BEFORE THE MAGISTRATE'S COURT

Appel.

2. Lorsqu'un contribuable a soumis, en vertu de la loi, une opposition, il peut

2. When a taxpayer has filed an Appeal, objection under the act, he may apply to

s'adresser à la Cour de magistrat siégeant au chef-lieu du district où il réside pour faire annuler ou modifier la cotisation qui fait l'objet de l'opposition.

Mode. Ce recours peut être exercé après la réception de l'avis du ministre faisant connaître sa décision à l'effet qu'il a confirmé la cotisation ou qu'il a décidé d'en faire une nouvelle, ou dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la signification de l'avis d'opposition, lorsque le ministre n'a pas donné avis de sa décision au contribuable.

Délai. Cependant, ce recours ne peut être exercé par le contribuable après l'expiration des quatre-vingt-dix jours qui suivent la date de l'envoi par la poste au contribuable de l'avis du ministre, ou du fonctionnaire autorisé, faisant connaître la décision à l'effet que la cotisation a été confirmée ou qu'il a été décidé d'en faire une nouvelle.

Requête. 3. Ce recours devant la Cour du magistrat s'exerce au moyen d'une simple requête, dont trois exemplaires doivent être produits au greffe de la cour.

Production. Cette requête et ces exemplaires peuvent aussi être produits en les expédiant, par poste recommandée, au greffier de la cour concernée.

Transmission. Lorsque les trois exemplaires de cette requête ont été produits et que la somme de quinze dollars mentionnée à l'article 4 de la présente loi a été versée, le greffier de la cour concernée doit immédiatement en transmettre deux exemplaires au ministre qui fait alors parvenir à ce greffier, avec diligence, des copies de tous les documents se rapportant à l'opposition et à la cotisation.

Honoraire. 4. Lors de la production de cette requête, le contribuable doit verser au greffier de la cour concernée une somme de quinze dollars et, s'il réussit totalement ou partiellement au sujet de ce recours, ce montant lui est remboursé.

Exclusivité. La cour ne peut imposer au contribuable le paiement d'aucun frais additionnel.

Procédure. 5. La procédure sur cette requête est sommaire. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, cette requête et son audition sont soumises à la procédure

the Magistrate's Court sitting at the chief place of the district in which he resides, to have the assessment which is objected to vacated or varied.

Such recourse may be exercised after receipt of the notice from the Minister making known his decision that he confirms the assessment or has decided to re-assess, or within one hundred and eighty days following the service of the notice of objection, when the Minister has not notified his decision to the taxpayer.

Nevertheless the taxpayer shall not exercise such recourse after the expiration of ninety days from the day of the mailing to the taxpayer of the notice of the Minister or authorized officer, making known the decision that the assessment has been confirmed or that it has been decided to re-assess.

3. Such recourse to the Magistrate's Court shall be exercised by means of a simple petition three copies of which must be filed in the office of the court.

Such petition and copies may also be filed by sending them, by registered mail, to the clerk of the court concerned.

When the three copies of such petition have been filed and the sum of fifteen dollars mentioned in section 4 of this act has been paid, the clerk of the court concerned shall forthwith transmit two copies thereof to the Minister who shall forward to the clerk without delay copies of all the documents relating to the assessment.

4. At the time of the filing of such petition, the taxpayer shall pay to the clerk of the court concerned a sum of fifteen dollars and, if his application is wholly or partly successful, such amount shall be repaid to him.

The court cannot compel the taxpayer to pay any additional costs.

5. The procedure on such petition shall be summary. Under reserve of the other provisions of this act, such petition and the hearing thereof shall be subject to the

réglissant les actions ordinaires devant la Cour de magistrat.

procedure governing ordinary actions before the Magistrate's Court.

Huis clos,
etc.

6. Ce recours peut, à la discrétion de la cour, être entendu à huis clos ou en public, à moins que le contribuable ne demande le huis clos; dans ce dernier cas, le huis clos doit être ordonné.

6. Such petition may, in the discretion of the court, be heard *in camera* or in public, unless the taxpayer requests that it be heard *in camera*, in which case, it shall be ordered to be heard *in camera*. *In camera* etc.

Pouvoir
de la cour.

7. La cour peut rejeter cette requête ou annuler la cotisation, la modifier ou la déferer au ministre pour un nouvel examen et une nouvelle cotisation.

7. The court may dismiss such petition or vacate or vary the assessment, or refer the same to the Minister for reconsideration and re-assessment. *Power of court.*

Décision
transmise.

Le greffier de la cour concernée doit, dans les huit jours de la décision sur cette requête, en transmettre une copie, par poste recommandée, au ministre et au contribuable.

The clerk of the court concerned shall, within eight days after the decision on such petition, forward a copy thereof, by registered mail, to the Minister and the taxpayer. *Decision forwarded.*

SECTION II

DIVISION II

§ 1.—Recours devant trois juges

§ 1.—Appeal before three judges

Tribunal
d'appel
institué.

8. Pour les fins de la loi, un tribunal désigné sous le nom de "Tribunal d'appel de l'impôt provincial sur le revenu", est institué. Il est composé de trois juges de district désignés, et remplacés dans le cas de vacance pour incapacité d'agir ou pour toute autre cause, par le juge en chef de district.

8. For the purposes of this act, a court called the "Provincial Income Tax Appeal Court", is constituted. It shall consist of three district judges appointed, and replaced in case of vacancy or inability to act or for any other cause, by the chief district judge. *Court of Appeal constituted.*

Greffier.

Le greffier de la Cour de magistrat du district de Québec et celui de la Cour de magistrat du district de Montréal agissent, d'office, comme greffier de ces trois juges, selon qu'ils siègent à Québec ou à Montréal.

The clerk of the Magistrate's Court of the district of Quebec and the clerk of the Magistrate's Court of the district of Montreal shall act *ex officio* as clerks to such three judges according as they are sitting at Quebec or at Montreal. *Clerk.*

Députés-
greffiers.

Les députés-greffiers de ces cours, désignés par le greffier de la cour du district de Québec ou par le greffier de la cour du district de Montréal, selon le cas, agissent comme députés-greffiers des trois juges à Québec ou à Montréal selon le cas.

The deputy-clerks of such courts, designated by the clerk of the court of the district of Quebec or by the clerk of the court of the district of Montreal, as the case may be, shall act as deputy-clerks to the three judges at Quebec or at Montreal as the case may be. *Deputy-clerks.*

Juridic-
tion,
Montréal.

9. Le Tribunal d'appel siège à Montréal pour y entendre les appels interjetés par des contribuables résidant dans les districts judiciaires de Montréal, Joliette, Terrebonne, Labelle, Hull, Pontiac, Témiscamingue, Beauharnois, Iberville, Saint-Hyacinthe, Bedford, Richelieu et Saint-François.

9. The appeal court shall sit at Montreal to hear appeals brought by taxpayers residing in the judicial districts of Montreal, Joliette, Terrebonne, Labelle, Hull, Pontiac, Temiscamingue, Beauharnois, Iberville, St. Hyacinthe, Bedford, Richelieu and St. Francis. *Jurisdiction, Montreal.*

Id.,
Québec.

Il siège à Québec pour y entendre les appels interjetés par des contribuables rési-

It shall sit at Quebec to hear appeals brought by the taxpayers residing in the *Id., Quebec.*

dant dans les districts judiciaires de Québec, Trois-Rivières, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Bonaventure, Gaspé, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Abitibi et Rouyn-Noranda.

Chef-lieu. Toutefois, le juge en chef de district, lorsqu'il le juge à propos, peut autoriser l'audition du recours en question au chef-lieu de tout autre district judiciaire.

Délai d'appel.

10. Dans les quarante-cinq jours de la transmission, en vertu du second alinéa de l'article 7 de la présente loi, des copies de la décision de la Cour de magistrat, le ministre ou le contribuable, suivant le cas, peut s'adresser au Tribunal d'appel de l'impôt provincial sur le revenu pour faire annuler ou reviser la décision de la Cour de magistrat.

Dispositions applicables.

11. Sous réserve des dispositions des articles 9 et 10, les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la présente loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, au recours devant ces trois juges.

Finalité.

12. Toutes les décisions du Tribunal d'appel sont définitives et ne sont pas susceptibles d'appel.

Majorité.

Au cas de divergence d'opinion entre les membres du Tribunal d'appel, la décision de la majorité prévaudra.

§ 2.—Clauses générales

Restriction.

13. La Cour de magistrat et le Tribunal d'appel, dans l'exercice des fonctions qui leur sont attribuées par la présente loi, ne sont pas soumis à l'article 50 du Code de procédure civile.

Parties non liées par décisions.

14. Sous réserve de l'article 15, relativement à une cotisation qui a fait l'objet d'un recours, le gouvernement de la province et le contribuable ne sont liés que par les décisions de la cour ou du Tribunal d'appel, suivant le cas, et ne sont tenus qu'à l'exécution de ces décisions.

Recouvrement sauvegardé.

15. Tout recours exercé en vertu de la présente loi n'empêche pas le recouvrement, suivant la loi, des impôts, intérêts et peines faisant le sujet du recours.

judicial districts of Quebec, Three Rivers, Nicolet, Arthabaska, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Bonaventure, Gaspé, Roberval, Chicoutimi, Saguenay, Abitibi and Rouyn-Noranda.

However the chief district judge, when he deems it expedient, may authorize the hearing of the appeal in question at the chief place of any other judicial district.

10. Within forty-five days after the dispatching of the copies of the decision of the Magistrate's Court pursuant to the second paragraph of section 7 of this act, the Minister or the taxpayer, as the case may be, may apply to the Provincial Income Tax Appeal Court to have the decision of the Magistrate's Court vacated or revised.

11. Subject to the provisions of sections 9 and 10, sections 1, 2, 3, 4, 5, 6 and 7 of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to appeals before such three judges.

12. All decisions of the Appeal court shall be final, and without appeal.

In case of a difference of opinion between the members of the Appeal court, the decision of the majority shall prevail.

§ 2.—General clauses

13. The Magistrate's Court and the Appeal Court, in the exercise of the powers assigned to them by this act, shall not be subject to section 50 of the Code of Civil Procedure.

14. Under reserve of section 15, respecting an assessment which has been the object of a recourse, the Government of the Province and the taxpayer shall be bound only by the decisions of the court or of the Appeal Court, as the case may be, and shall be held only to the execution of such decisions.

15. No proceeding taken under this act shall prevent the recovery, according to law, of the taxes, interest and penalties in issue in such proceedings.

| | | | |
|------------------------|---|--|------------------------|
| Paiement sous protest. | Le paiement des sommes contestées en vertu de la loi est réputé fait sous protêt. | Payment of sums contested under the act is deemed to be made under protest. | Payment under protest. |
| Dépôts. | 16. Les dépôts de quinze dollars mentionnés à la présente loi, sont versés au fonds consolidé du revenu et remboursés à même ce fonds, lorsqu'il y a lieu en vertu de la présente loi. | 16. The deposits of fifteen dollars mentioned in this act shall be paid into the consolidated revenue fund and repaid out of the same fund, when so required, under this act. | Deposits. |
| Dépenses. | 17. Les dépenses occasionnées par l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu. | 17. The expenses incurred for the enforcement of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund. | Expenses. |
| Abrogations. | 18. Les lois 4 George VI, chapitre 16, et 5 George VI, chapitre 23, ainsi que le chapitre 86 des Statuts refondus, 1941, sont abrogés. | 18. The acts 4 George VI, chapter 16 and 5 George VI, chapter 23, and chapter 86 of the Revised Statutes, 1941, are repealed. | Repeals. |
| Entrée en vigueur. | 19. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction. | 19. This act shall come into force on the day of its sanction. | Coming into force. |